



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21715
6 septembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT SITUATION DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'APPLICATION DE LA RESOLUTION 661 (1990) DU CONSEIL DE SECURITE

1. A sa 2932e séance, le 2 août 1990, dans le cadre de l'examen de la question intitulée "La situation entre l'Iraq et le Koweït", le Conseil de sécurité a adopté la résolution 660 (1990), dans laquelle, alarmé par l'invasion du Koweït le 2 août 1990 par les forces militaires de l'Iraq, constatant qu'il existait, du fait de l'invasion du Koweït par l'Iraq, une rupture de la paix et de la sécurité internationales, et agissant en vertu des Articles 39 et 40 de la Charte des Nations Unies, il a condamné l'invasion du Koweït par l'Iraq; exigé que l'Iraq retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces pour les ramener aux positions qu'elles occupaient le 1er août 1990; engagé l'Iraq et le Koweït à entamer immédiatement des négociations intensives pour régler leurs différends et appuyé tous les efforts déployés à cet égard, en particulier ceux de la Ligue des Etats arabes; et décidé de se réunir à nouveau, selon qu'il conviendrait, pour examiner les autres mesures à prendre afin d'assurer l'application de ladite résolution.

2. A sa 2933e séance, le 6 août 1990, le Conseil de sécurité, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte, a adopté la résolution 661 (1990), dont le dispositif se lit comme suit :

"1. Constata que, jusqu'à présent, l'Iraq n'a pas respecté le paragraphe 2 de la résolution 660 (1990) et a usurpé l'autorité du Gouvernement légitime du Koweït;

2. Décide, en conséquence, de prendre les mesures suivantes pour obtenir que l'Iraq respecte le paragraphe 2 de la résolution 660 (1990) et pour rétablir l'autorité du Gouvernement légitime du Koweït;

3. Décide que tous les Etats empêcheront :

a) L'importation sur leur territoire de tous produits de base et de toutes marchandises en provenance de l'Iraq ou du Koweït qui seraient exportés de ces pays après la date de la présente résolution;

b) Toutes activités menées par leurs nationaux ou sur leur territoire qui auraient pour effet de favoriser ou sont conçues pour favoriser l'exportation ou le transbordement de tous produits de base ou de toutes

marchandises en provenance de l'Iraq ou du Koweït, ainsi que toutes transactions faisant intervenir leurs nationaux ou des navires battant leur pavillon ou menées sur leur territoire, portant sur des produits de base ou des marchandises en provenance de l'Iraq ou du Koweït et exportés de ces pays après la date de la présente résolution, y compris, en particulier, tout transfert de fonds à destination de l'Iraq ou du Koweït aux fins de telles activités ou transactions;

c) La vente ou la fourniture par leurs nationaux ou depuis leur territoire ou par l'intermédiaire de navires battant leur pavillon de tous produits de base ou de toutes marchandises, y compris des armes ou tout autre matériel militaire, que ceux-ci proviennent ou non de leur territoire, mais non compris les fournitures à usage strictement médical et, dans des cas où des considérations humanitaires le justifient, les produits alimentaires, à toute personne physique ou morale se trouvant en Iraq ou au Koweït ou à toute autre personne physique ou morale aux fins de toute activité commerciale menée sur ou depuis le territoire de l'Iraq ou du Koweït ainsi que toutes activités menées par leurs nationaux ou sur leur territoire qui auraient pour effet de favoriser ou sont conçues pour favoriser la vente ou la fourniture dans les conditions sus-indiquées de tels produits de base ou de telles marchandises;

4. Décide que tous les Etats s'abstiendront de mettre à la disposition du Gouvernement iraquien ou de toute entreprise commerciale, industrielle ou de services publics sise en Iraq ou au Koweït des fonds ou toutes autres ressources financières ou économiques et empêcheront leurs nationaux et toutes personnes présentes sur leur territoire de transférer de leur territoire ou de mettre par quelque moyen que ce soit à la disposition du Gouvernement iraquien ou des entreprises susvisées de tels fonds ou ressources et de verser tous autres fonds à des personnes physiques ou morales se trouvant en Iraq ou au Koweït, à l'exception des paiements destinés exclusivement à des fins strictement médicales ou humanitaires et, dans des cas où des considérations humanitaires le justifient, des produits alimentaires;

5. Demande à tous les Etats, y compris aux Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies, d'agir de façon strictement conforme aux dispositions de la présente résolution nonobstant tout contrat passé ou toute licence accordée avant la date de la présente résolution;

6. Décide de créer, conformément à l'article 28 de son règlement intérieur provisoire, un comité du Conseil de sécurité composé de tous les membres du Conseil, qui sera chargé des tâches énumérées ci-après et de présenter au Conseil un rapport sur ses travaux, où figureront ses observations et recommandations :

a) Examiner les rapports qui seront présentés par le Secrétaire général sur les progrès de l'application de la présente résolution;

b) Solliciter de tous les Etats des informations supplémentaires concernant les mesures qu'ils auront prises pour assurer l'application effective des dispositions de la présente résolution;

7. Demande à tous les Etats de coopérer pleinement avec le Comité, notamment en lui communiquant les informations qu'il pourrait leur demander en application de la présente résolution;

8. Prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au Comité et de prendre au sein du Secrétariat les dispositions nécessaires à cette fin;

9. Décide que, nonobstant les paragraphes 4 à 8 ci-dessus, aucune des dispositions de la présente résolution n'interdira de prêter assistance au Gouvernement légitime du Koweït, et demande à tous les Etats :

a) De prendre des mesures appropriées pour protéger les avoirs du Gouvernement légitime du Koweït et de ses institutions;

b) De ne reconnaître aucun régime mis en place par la Puissance occupante;

10. Prie le Secrétaire général de lui rendre compte des progrès de l'application de la présente résolution, un premier rapport devant lui être présenté dans les trente jours;

11. Décide de maintenir la question à son ordre du jour et de poursuivre ses efforts en vue de mettre rapidement un terme à l'invasion iraquienne."

3. Par la suite, le Conseil de sécurité a adopté les résolutions 662 (1990) à sa 2934^e séance, le 9 août 1990, 664 (1990) à sa 2937^e séance, le 18 août 1990 et 665 (1990) à sa 2938^e séance, le 25 août 1990.

4. En application du paragraphe 10 de la résolution 661 (1990), le Secrétaire général a présenté un rapport intérimaire au Conseil de sécurité le 15 août 1990 (S/21536 et Corr.1), et un rapport complémentaire le 25 août 1990 (S/21641). Le présent rapport situation est soumis au Conseil au même titre.

5. Le 27 août 1990, le Secrétaire général a demandé une nouvelle fois aux Etats qui n'avaient pas encore répondu 1/ des informations sur les mesures prises conformément aux dispositions de la résolution 661 (1990) (voir annexe I).

6. A ce jour, 140 réponses ont été reçues de 106 Etats, dont la liste alphabétique fait l'objet de l'annexe II. Pour sa part, l'Iraq a traité de cette question notamment dans sa lettre au Secrétaire général du 13 août 1990 (S/21503).

7. Le Secrétaire général a noté que neuf Etats [Bulgarie (S/21576), Inde (S/21711), Jordanie (S/21620), Liban (S/21686), Philippines (S/21712), Roumanie (S/21643), Sri Lanka (S/21710), Tunisie (S/21649) et Yougoslavie (S/21618)], qui se heurtent à des difficultés économiques particulières du fait qu'ils appliquent la résolution 661 (1990), avaient, en conformité de l'Article 50 de la Charte, demandé à consulter le Conseil de sécurité au sujet de la solution de ces difficultés. Deux autres Etats [Soudan (S/21695) et Yémen (S/21615)] ont en outre déclaré leur intention de consulter le Conseil de sécurité à ce sujet le moment venu.

Le Secrétaire général a pris note du fait que le Conseil de sécurité avait décidé, lors de consultations tenues le 22 août 1990, de prier le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït de se réunir d'urgence pour examiner, dans le contexte de l'Article 50 de la Charte des Nations Unies, les communications reçues des Etats qui se trouvent en présence de difficultés économiques particulières dues à l'exécution des mesures prévues dans la résolution 661 (1990) et qu'il avait prié le Comité de présenter un rapport contenant ses recommandations dans les meilleurs délais.

8. Comme il a été chargé de le faire au paragraphe 10 de la résolution 661 (1990), le Secrétaire général continuera de suivre l'application de la résolution à l'examen et rendra compte au Conseil selon qu'il conviendra.

Note

1/ Conformément à la pratique établie, le Secrétariat entend par "tous les Etats" les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou parties au Statut de la Cour internationale de Justice.

ANNEXE I

Note datée du 27 août 1990, adressée par le Secrétaire général aux ministres des affaires étrangères des Etats qui n'avaient encore répondu ni à son télégramme du 6 ni à sa note du 8 août 1990

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Ministre des affaires étrangères de ... et a l'honneur de se référer à sa note SCPC/7/90(1) du 8 août 1990 dans laquelle il appelait l'attention sur les paragraphes 6, 7 et 10 de la résolution 661 (1990) adoptée par le Conseil de sécurité à sa 2933e séance, le 6 août 1990, concernant la question intitulée "La situation entre l'Iraq et le Koweït" et demandait à recevoir, le plus tôt possible, et au plus tard le 24 août 1990, des informations sur les mesures prises par le Gouvernement de Son Excellence conformément aux dispositions de la résolution précitée.

Compte tenu de l'obligation de faire rapport qui lui incombe en vertu du paragraphe 10, le Secrétaire général a porté à l'attention du Conseil de sécurité, dans un rapport intérimaire (S/21536 et Corr.1) et dans un autre rapport (S/21641) les réponses reçues avant la date limite du 24 août 1990 fixée dans sa note du 8 août 1990. Compte tenu de l'urgence et de l'importance de la question, le Secrétaire général serait reconnaissant à Son Excellence de bien vouloir lui faire parvenir dès que possible, et au plus tard le 5 septembre 1990, des informations concernant les mesures prises par son gouvernement, conformément aux dispositions de la résolution susmentionnée, qu'il portera à l'attention du Conseil de sécurité.

ANNEXE II

Liste des Etats qui ont répondu à la note du Secrétaire général
datée du 8 août 1990

Cote sous laquelle est publié
le texte de la réponse

| | |
|-----------------------------------|---|
| Afghanistan | S/21645 |
| Afrique du Sud | S/21610 |
| Albanie | S/21697 |
| Algérie | S/21709 |
| Allemagne, République fédérale d' | S/21524 |
| Antigua-et-Barbuda | S/21667 |
| Arabie saoudite | S/21596 |
| Argentine | S/21475 et S/21530 |
| Australie | S/21520 |
| Autriche | S/21523 et S/21593 |
| Bahamas | S/21691 |
| Bahreïn | S/21575 et S/21692 |
| Bangladesh | S/21700 |
| Belgique | S/21583 |
| Belize | S/21668 |
| Bolivie | S/21550 et S/21657 |
| Brésil | S/21476, S/21497 et S/21522 |
| Brunéi Darussalam | S/21659 |
| Bulgarie | S/21477 et S/21576 |
| Burundi | S/21633 |
| Canada | S/21519 |
| Chili | S/21467 et S/21516 |
| Chine | S/21594 |
| Chypre | S/21495, S/21542, S/21631 et S/21676 |
| Colombie | S/21570 |
| Costa Rica | S/21521 |
| Côte d'Ivoire | S/21512 |

Cote sous laquelle est publié
le texte de la réponse

| | |
|--------------------------------|--|
| Cuba | S/21580 et S/21626 |
| Danemark | S/21604 |
| Egypte | S/21629 |
| El Salvador | S/21705 et S/21708 |
| Emirats arabes unis | S/21581 |
| Espagne | S/21526 et S/21714 |
| Etats-Unis d'Amérique | S/21525 |
| Ethiopie | S/21584 |
| Fidji | S/21690 |
| Finlande | S/21511 |
| France | S/21493 et S/21655 |
| Grèce | S/21613 |
| Guatemala | S/21533 |
| Honduras | S/21669 |
| Hongrie | S/21515 |
| Iles Salomon | S/21483 |
| Inde | S/21602 et S/21711 |
| Indonésie | S/21578 |
| Iran (République islamique d') | S/21557 |
| Irlande | S/21609 |
| Islande | S/21549 |
| Israël | S/21552 |
| Italie | S/21444*, S/21502*, S/21551 et S/21612* |
| Japon | S/21449, S/21461, S/21535 et S/21685 |
| Jordanie | S/21614 |
| Lesotho | S/21587 |
| Liban | S/21588 et S/21686 |
| Liechtenstein | S/21703 |

* Au nom des Etats membres de la Communauté européenne.

Cote sous laquelle est publié
le texte de la réponse

| | |
|---|--------------------------------|
| Luxembourg | S/21543 |
| Malaisie | S/21527 |
| Maldives | S/21701 |
| Mali | S/21622 |
| Malte | S/21601 et S/21628 |
| Maroc | S/21671 |
| Maurice | S/21681 |
| Mexique | S/21605 |
| Mongolie | S/21682 |
| Myanmar | S/21597 |
| Népal | S/21647 |
| Nicaragua | S/21672 |
| Norvège | S/21534 |
| Nouvelle-Zélande | S/21482, S/21538 et S/21547 |
| Oman | S/21567 |
| Panama | S/21508 |
| Paraguay | S/21579 |
| Pays-Bas | S/21532 et S/21611 |
| Pérou | S/21623 |
| Philippines | S/21630 et S/21712 |
| Pologne | S/21607 |
| Portugal | S/21632 |
| Qatar | S/21582 |
| République arabe syrienne | S/21595 |
| République de Corée | S/21487 et S/21617 |
| République démocratique allemande | S/21517 |
| République démocratique populaire lao | S/21646 |
| République dominicaine | S/21600 |
| République populaire démocratique de Corée | S/21704 |
| République socialiste soviétique d'Ukraine | S/21608 |
| Roumanie | S/21507 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | S/21531 |

Cote sous laquelle est publié
le texte de la réponse

| | |
|---|--------------------|
| Sénégal | S/21624 |
| Singapour | S/21510 et S/21619 |
| Soudan | S/21695 |
| Sri Lanka | S/21627 et S/21710 |
| Suède | S/21518 |
| Suisse | S/21585 |
| Suriname | S/21699 |
| Tchécoslovaquie | S/21488 et S/21598 |
| Thaïlande | S/21648 |
| Togo | S/21652 |
| Trinité-et-Tobago | S/21698 |
| Tunisie | S/21649 |
| Turquie | S/21514 et S/21577 |
| Union des Républiques socialistes soviétiques | S/21599 |
| Uruguay | S/21464 et S/21606 |
| Viet Nam | S/21696 |
| Yémen | S/21615 |
| Yougoslavie | S/21618 |
| Zimbabwe | S/21660 |
